

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire n° 1370 - 16 mars 1989 - 4,5 F

### D 1380 BRÉSIL: LA TERRE, PROBLÈME EXPLOSIF

En 1985, 636 conflits de terre portaient sur 9.557.902 hectares en contentieux et impliquaient 405.456 paysans et membres de leurs familles; 125 personnes avaient été assassinées, paysans pour la quasi totalité. En 1986, on compte 634 conflits pour 12.615.947 hectares et 594.448 personnes impliquées; 105 assassinats. En 1987, ce sont 582 conflits pour 17.633.879 hectares et 667.177 personnes impliquées; 109 assassinats.

Ces chiffres sont tirés du rapport annuel de 1987 de la Commission pastorale de la terre. Ceux de 1988 ne sont pas encore disponibles. Ils donnent la mesure du phénomène en cours de "l'appropriation du sol brésilien" par des grands propriétaires terriens (personnes ou sociétés) au détriment des paysans démunis de tout (cf. DIAL D 1047). Il faut y ajouter, comme circonstances aggravantes, le recul de la Constitution en matière de réforme agraire (cf. DIAL D 1320), et la récente suppression du ministère de la réforme agraire et du développement - MIRAD, "pour économies budgétaires".

Depuis de nombreuses années, l'action de l'Eglise catholique en rural, à travers la Commission pastorale de la terre (et la Commission indigéniste missionnaire), fait l'objet d'âpres polémiques dans le pays (cf. DIAL D 1235, 1251 et 1294), mais aussi au sein même de l'Eglise (cf. DIAL D 1339). La Conférence nationale des évêques du Brésil vient, le 24 février 1989, de renouveler sa confiance à la Commission pastorale de la terre suite à une nouvelle campagne de presse. Dossier ci-dessous.

Note DIAL

### 1. Liste des menacés de mort dans les conflits de la terre, établie par le Mouvement national des droits de l'homme (Folha de São Paulo, 15 février 1989)

Evêques: Mgr Moacyr Grechi, Rio Branco (Acre); Mgr Pedro Casaldáliga, São Félix do Araguaia (Mato Grosso); Mgr José Maria Pires, João Pessoa (Paraíba); Mgr Paulo Lopes de Faria, Itabuna (Bahia); Mgr Tomás Balduino, Goiás Velho (Goiás); Mgr Luiz Gonzaga Fernandes, Campina Grande (Paraíba); Mgr Marcelo Carvalheira, Guarabira (Paraíba); Mgr José Gomes, Chapecó (Santa Catarina); Mgr Jacó Hilgert, Cruz Alta (Rio Grande do Sul).

Prêtres: José Hehenberg (Bahia), Francisco Scartellini (Bahia), João Schmidt (Bahia), Silvério Castiglioni (Pará), Ricardo Resende (Pará), Dário Mazo (Pará), Luiz Carna (Pará), Nei Antônio Ribeiro (Pará), Pedro dos Neves (Pará), Paulo Joanil (Pará), Sérgio Toneto (Pará), Martinho Murray (Tocantins), Henri des Rozières (Tocantins), Marcos de Oliveira (Goiás), Camilo Frigo (Paraíba), Nonato Rizzi (Paraíba), Ivo José Rite (Maranhão), Raimundo Barbosa (Maranhão), Rui Lerow (Rio Grande do Sul), Enoque Salvador de Melo (Sergipe), Gilson Pescador, prêtre marié (Acre) et René Parren, pr. marié (S. Paulo)

Religieuses: Rita Altmann (Pará) et les quatre Soeurs de Brasiléia (Acre)

Agents de pastorale: Rodolfo Inácio Cascão (Mato Grosso), José Ubaldo dos Santos (Amazonas), Soeur Helena (Amazonas), Eduardo Cionec (Paraná), Fábio Alves dos Santos (Minas Gerais).

Pasteur: José Moreira Cardoso (Bahia).

Elus: Maria do Socorro, conseillère municipale, Parti Communiste du Brésil (Pará); Valdir Ganzer, député d'Etat, Parti des travailleurs (Pará); Ademir Andrade, député fédéral, Parti socialiste brésilien (Pará).

Syndicalistes et paysans: Gumercindo Rodrigues (Acre), Raimundo Barros (Acre), Júlio Barbosa (Acre), Júlio Nicácio (Acre), Osmarino Amâncio (Acre), Liberato (Bahia), Manoel (Bahia), Claudionor (Bahia), José Francisco (Bahia), Luiza (Bahia), Pedro Almeida dos Anjos (Bahia), Luiz Antônio Freire (Bahia), Valdir (Bahia), Maria de Jesús (Pará), Raimundo (Pará), Paulo Vasconcelos Costa (Pará), Emmanuel Wambergue (Pará), Armando José (Paraíba), Antônio Vitorino (Paraíba), Sérgio Leitão (Ceará), Davi Guerra Felipe (Ceará), João Salu (Espírito Santo), Adão Pocine (Espírito Santo), Tato (Espírito Santo), João Marré (Espírito Santo), Verino Sossai (Espírito Santo), José Rainha (Espírito Santo), Jurandir Lago (Maranhão), Raimundo Nonato Silva (Maranhão), Luiz Marques de Oliveira (Maranhão), Francisco Beira (Maranhão), Raimundo Franca (Maranhão), Luiz Vila Nova (Maranhão), Simar Pereira Pinto (Maranhão), Raimundo Januário (Maranhão).

## 2. Communiqué du bureau de presse de la Conférence nationale des évêques du Brésil (24 février 1989)

### Première réunion mensuelle

La première réunion mensuelle, pour l'année 1989, des onze évêques de la présidence et de la Commission épiscopale de pastorale, ainsi que de trente-neuf experts et représentants d'organismes de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), s'est tenue à Brasília, au siège de la conférence, du 21 au 23 février. L'ordre du jour portait sur la préparation de l'assemblée générale de l'épiscopat, l'examen du "Plan été" (1) et la mise en oeuvre de la Campagne de fraternité (2), ainsi que sur diverses "communications".

Cette première réunion de l'année a été marquée par trois faits:

1) Avant la réunion, les 20 et 21 février, les responsables de la CNBB se sont rencontrés à Brasilia avec les responsables et évêques des commissions régionales de la Commission pastorale de la terre (CPT). La rencontre avait pour but d'étudier le conflit pour la terre, une réalité extérieure à l'Eglise, et d'apaiser les tensions à l'intérieur de l'Eglise. La rencontre a été l'occasion d'une excellente participation de tous, au-delà même des attentes.

2) Pendant la réunion, le 23 février, le président de la CNBB (3) a participé - ce qui a donné du relief à l'événement - à l'installation officielle à Brasília du secrétariat fédéral de l'"Action pour la citoyenneté", une nouvelle organisation civile pour le respect de la loi et des droits de l'homme, indépendante des idéologies et partis politiques.

3) Après la réunion, le président et le secrétaire général de la CNBB participeront à la deuxième rencontre de nouveaux évêques, qui doit avoir lieu à Brasília pendant quatre jours, du 24 au 27 février, au siège de la CNBB, de façon à ce que les dix évêques nommés l'année dernière connaissent l'institution et réfléchissent sur leur ministère épiscopal.

### Rencontre de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) avec la Commission pastorale de la terre (CPT)

La rencontre de la CNBB avec la CPT au siège de la Conférence à Brasília, les 20 et 21 février, a rassemblé vingt-sept évêques, trois prêtres et un laïc venant de seize

[1] Nom du nouveau plan gouvernemental de redressement économique destiné à lutter contre une inflation à quatre chiffres (NdT). [2] Nom de la campagne de Carême dans les paroisses et mouvements d'Eglise (NdT). [3] Mgr Luciano Mendes de Almeida, évêque de Mariana (NdT).

Etats du Brésil, pour échanger sur les tensions apparues dans l'Eglise, et pour approfondir la communion et le service évangélique auprès des travailleurs ruraux. Les participants se répartissaient comme suit: trois évêques de la présidence de la CNBB, huit évêques de la Commission épiscopale de pastorale de la CNBB, treize évêques responsables de CPT dans les régions épiscopales, trois évêques actuellement ou anciennement présidents de la CPT, un laïc et deux prêtres secrétaires nationaux de la CPT.

La réunion a été franche, participative, planifiée depuis plusieurs mois par la présidence de la CNBB. Elle est allée au-delà des attentes de chacun. Les participants sont partis de l'analyse des rapports de la CPT avec les différents niveaux - diocésain, régional, national - de l'Eglise au Brésil ainsi que des relations avec d'autres Eglises chrétiennes, en particulier luthérienne et anglicane; avec les syndicats ruraux, les partis politiques, le Mouvement des sans-terre, et les mouvements populaires en général. Le constat a été fait que la terre est un problème explosif, à l'origine de conflits majeurs et de crimes dans le pays. C'est dans ce domaine dangereusement miné que se situe la pastorale de la terre. Sa tâche est d'autant plus difficile qu'elle est contrainte de se heurter aux intérêts du latifundium, à la violence des hommes de main, à l'indifférence de la justice et à la connivence de la police. La CPT existe pour rendre l'Eglise présente et engagée dans ce domaine comme lieu d'évangélisation. Le problème ecclésial vient du fait que certains membres de l'Eglise locale n'acceptent pas l'implication des agents de pastorale de la terre dans un conflit préexistant. Pour faire face à cette situation, conformément à l'expérience analysée, trois lignes directrices ont été dégagées:

- 1) Le travail de la CPT n'est ni contre ni en marge des directives de l'Eglise du Brésil, mais il s'inscrit dans leur cadre.
- 2) Pour un tel travail dans un domaine explosif, il faut inlassablement rechercher le dialogue, la compréhension et l'explication.
- 3) Les difficultés qui résultent de cette tâche ne sont pas propres à la CPT, elles se retrouvent pour tous ceux qui sont aujourd'hui actifs dans une société pluraliste dans laquelle se retrouvent des groupes d'orientations différentes.
- 4) Le travail de la CPT va continuer plus que jamais car l'Eglise du Brésil est consciente que les forces qui s'opposent à une solution véritable du problème de la terre dans le pays s'organisent plus que jamais.

La rencontre s'est terminée sur des décisions concrètes à moyen et court terme:

1. Revoir le statut de la CPT dans le cadre d'une commission mixte (CPT-CNBB) pour le mettre en accord avec le nouveau Code de droit canonique, avec les nouveaux statuts de la conférence épiscopale et avec sa nouvelle situation résultant de son action sur l'ensemble du pays.
2. Choisir un évêque pour chaque commission interdiocésaine de pastorale de la terre, afin de favoriser son insertion dans la pastorale d'ensemble.
3. Conserver et élargir la dimension oecuménique de la CPT, dans le respect de l'identité des Eglises chrétiennes.
4. Vivre l'inter-relation entre foi et politique dans le service évangélique de la CPT auprès des travailleurs ruraux.

La réunion s'est terminée avec deux déclarations:

- 1) Un télégramme de soutien et de solidarité adressé aux cinquante-deux familles arbitrairement expulsées du Domaine Santo Antonio à Ipirá, dans le diocèse de Rui Barbosa (Bahia), avec l'engagement d'oeuvrer dans le sens d'une réforme agraire juste.
- 2) Une lettre à la commission épiscopale de *Misereor*, en Allemagne, pour témoigner l'estime des évêques envers le travail de la CPT, un travail fait dans l'abnégation, l'incompréhension, la persécution et se soldant même par la mort de nombreux frères.

## Décision de Misereor concernant la CPT

La décision de *Misereor* concernant la CPT ne porte que sur le mode de financement de ses projets. Au cours de ses treize années d'existence, la CPT recevait un soutien financier direct de *Misereor* au niveau de ses commissions régionales. L'organisme allemand a décidé de mettre désormais un fonds à la disposition de la CNBB; c'est à cette dernière que la CPT adressera ses projets.

*Misereor* n'a pas renoncé à financer le travail de conscientisation de la CPT, tout en insistant sur la nécessité d'élaborer davantage de projets portant sur la promotion économique du travailleur rural.

*Misereor* est l'organisme de la Conférence des évêques d'Allemagne fédérale contrôlé par un comité de cinq évêques et installé à Aix-la-Chapelle, chargé de l'aide financière à des projets de développement dans le tiers-monde. Il y a deux ans *Misereor* avait reçu des accusations venant de certains membres de l'Eglise et de la société au Brésil et dirigées contre la CPT: son travail ne s'inscrirait pas dans la ligne des directives de la CNBB; elle inciterait à la violence; elle irait même jusqu'à acheter des armes avec les subventions destinées à l'action pastorale.

Cette fausse information sur l'achat d'armes par le biais de la CPT ne repose sur rien de vrai; elle est purement imaginaire. Elle a toujours été démentie par l'Eglise et par *Misereor*. Elle est cependant reprise dans la presse. C'est ainsi qu'elle a été publiée par le journal *O Globo* le 13 août 1987, puis par *Folha de São Paulo* le 20 février 1989.

"La CPT va acheter des armes, mais pour quoi?", demande le président de la CNBB, Mgr Luciano Mendes de Almeida, qui ajoute: "Cette fausse nouvelle veut faire croire que la CPT utilise indûment des subventions en provenance d'Allemagne, et cela pour discréditer son travail dans les zones de conflit et pour semer la méfiance chez les responsables de *Misereor* qui sont loin du Brésil. A qui profite l'annihilation de la défense du paysan par la CPT? Voilà la vraie question".

Suite aux difficultés causées par ces informations contradictoires à la commission épiscopale de *Misereor*, les évêques allemands ont décidé lors de leur réunion à Aix-la-Chapelle du 7 décembre 1988, de 10 H à 13 H 15, de transférer l'attribution des subventions à la CNBB à Brasília. Cette décision a été communiquée au président de la CPT, Mgr Augusto Alves da Rocha, par lettre du 4 janvier 1989. Pour arrêter les modalités de demande, d'attribution et de comptabilité des fonds par la CNBB, deux représentants de *Misereor* sont venus à Brasília, le 14 février 1989, pour rencontrer la présidence de la Conférence épiscopale brésilienne et la direction de la Commission pastorale de la terre.

Par un télex adressé à *Folha de São Paulo*, à la CNBB et à la CPT le 23 février 1989, le directeur du Département Amérique latine de *Misereor*, Heinzbernd Krauskopf, déclare clairement en quarante lignes que:

- 1) *Misereor* a vérifié en 1987 la fausse information du journal *O Globo* pour conclure que l'affirmation selon laquelle la CPT aurait acheté des armes ne repose sur rien;
- 2) il est faux d'affirmer que *Misereor* a décidé d'interrompre son financement de la CPT. *Misereor* n'a jamais envoyé aucun communiqué en ce sens à la CNBB ou à la CPT;
- 3) la décision des évêques allemands a consisté à mettre à la disposition de la CNBB une somme globale pour les projets de la CPT, "en simplifiant ainsi la procédure habituelle". C'est donc une spéculation dépourvue de tout fondement que de mettre en rapport la fausse nouvelle "d'achat d'armes" avec la décision sur les nouvelles modalités de financement.

### 3. Communiqué de Misereor sur les campagnes de presse contre la CPT (20 février 1989)

A l'attention de la CNBB (prière d'envoyer une copie de ce télex à la CPT à Goiânia).

Pour votre information nous vous donnons copie de notre réponse à la *Folha de São Paulo* de ce jour:

Mesdames, Messieurs,

Dans votre numéro de *Folha de São Paulo* du 20 février 1989 a été publié un article dans lequel trois affirmations sont faites sur *Misereor*, que je me dois de rectifier:

1. Le 13 août 1987, déjà, il avait été affirmé dans le journal *O Globo* que la CPT achetait des armes grâce à l'aide étrangère. L'article en question prête des déclarations au cardinal Vicente Scherrer et à Mgr Boaventura Kloppenburg selon lesquelles ils estiment de tels achats possibles. Dans le même article on prête au Père Olavo Klein, directeur de la CPT du Rio Grande do Sul, la déclaration selon laquelle de tels achats d'armes sont impossibles.

Après la publication de cet article, *Misereor* s'est informé mais n'a rien trouvé qui soit de nature à confirmer l'authenticité de l'affirmation en cause. A la même époque, Mgr Vicente Scherrer a écrit à *Misereor*. Sans cacher son opinion critique vis-à-vis de la CPT, il a spécifié qu'on ne peut se baser sur ce qu'il a dit pour avancer que des armes ont été achetées et que cela ait été fait grâce à des moyens financiers venant de *Misereor*.

2. L'affirmation selon laquelle *Misereor* aurait résolu de mettre un terme au financement de la CPT, est une affirmation fautive. Il n'a pas non plus été envoyé par *Misereor* de communiqué en ce sens à la CNBB ou à la CPT. Il est exact que, jusqu'à maintenant, *Misereor* a apporté un soutien financier direct aux commissions régionales de pastorale de la terre, et que le comité des évêques allemands de *Misereor* vient de proposer de mettre à la disposition de la CNBB une somme globale à cette fin, par manière de simplification de la procédure en vigueur.

3. Etant donné que l'affirmation sur des achats d'armes n'a aucun fondement et qu'il n'existe aucune décision de *Misereor* de mettre un terme au financement de la CPT, les spéculations sur tout lien entre les deux affaires sont dénuées de toute signification.

L'oeuvre épiscopale d'aide *Misereor* (Bischofliches Hilfswerk Misereor) n'apporte d'aide financière qu'exclusivement à des institutions se réclamant de la non-violence. Il est regrettable que la fautive information sur des achats d'armes par le biais de la CPT apparaisse de façon répétée. Elle relève, d'après ce qu'on peut constater, de ce genre de mensonges qui sont très utiles aux intérêts de certains groupes et qui ne peuvent donc que difficilement disparaître du monde.

Avec tous mes compliments.

Heinzbernd Krauskopf  
directeur du Département Amérique latine  
Misereor

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441